

SAUVE-QUI-PEUT EN AFGHANISTAN

PATRICE JORLAND *

Douze années après son lancement, l'opération « Liberté immuable » apparaît comme la plus longue guerre lancée par les États-Unis. Diverses stratégies ont été suivies sans qu'aucune ait porté ses fruits. Le repli des forces de l'OTAN s'apparente à un immense gâchis et laisse un pays désorganisé, ne vivant que sur la double rente de la culture du pavot et des aides financières captées par un système corrompu, et complètement écarté des négociations diplomatiques qui doivent déterminer son avenir.

SAS Malko Linge, agent spécial, consciencieux et érotomane de la CIA, était récemment à Kaboul, avec pour mission d'organiser, sans compromettre sa hiérarchie, l'assassinat du président Hamid Karzai, condition posée par les talibans pour octroyer aux États-Unis la trêve qui, après le départ de leurs troupes, leur permettrait de sauver la face. On peut se douter que l'objectif ne sera pas atteint, puisque la victime désignée est toujours vivante à l'heure où ces lignes sont écrites. Aussi le deuxième tome de l'opus relate-t-il les tribulations que rencontre le héros pour s'extraire du guépier dans lequel il s'était retrouvé. Littérature de gare certes, mais, comme toujours dans cette collection qui en est à sa 199^e livraison, sur un fond documenté et une connaissance précise de la carte urbaine. Nous lui emprunterons donc son titre¹.

Une tempête parfaite

Aux États-Unis comme en France, les médias n'informent plus guère à propos de l'Afghanistan, comme si ce pays était passé par pertes et profits ou, plutôt, comme si les responsables de ce qui est un échec patent retenaient leur souffle. L'année 2014 devrait être en effet celle de tous les dangers, ce que reconnaissait l'ambassadeur de France à Kaboul, M. Bernard Bajolet, lors de

* HISTORIEN-GÉOGRAPHE

¹ Gérard de Villiers, *Sauve-qui-peut à Kaboul*, 2 tomes (312 et 314 pages, Paris, 2013).

sa réception de départ, avant de rejoindre Paris pour y prendre la tête de la Direction générale de la sécurité extérieure : « Je ne parviens toujours pas à comprendre comment nous, la communauté internationale, et le gouvernement afghan avons fait pour en arriver à une situation où tout surviendra en même temps en 2014 – des élections, un nouveau président, une transition économique, la transition militaire etc. –, alors que les négociations de paix n'ont pas véritablement commencé »². Et la journaliste américaine, qui relatait ces propos, de reprendre le nom donné à l'ouragan qui avait frappé la côte orientale du Canada en octobre 1991 et inspiré un film d'aventure intitulé « *The Perfect Storm* », la tempête parfaite ou complète, parce qu'elle avait vu la convergence de deux phénomènes météorologiques. Le bouleversement sera en l'occurrence double, politique et militaire, et coïncidera avec la fin officielle de la Force internationale d'assistance et de sécurité (IFAS selon le sigle en anglais), mandatée par la résolution 1386, adoptée le 20 décembre 2001, et à l'unanimité, par le Conseil de sécurité de l'ONU.

8 D'ores et déjà, le départ des forces et de leur matériel est organisé, ce qui pose d'énormes problèmes logistiques et coûte fort cher, aux Français, Britanniques, Allemands et Américains. Pour n'évoquer que ces derniers, qui fournissaient l'essentiel des moyens, la valeur des équipements à transporter est évaluée à 30 milliards de dollars et la « grande rétrogradation » ajoutera au bas mot 6 milliards de dollars à la facture de la guerre³. 29 000 personnes s'y consacrent. Dès cet été, plus de 1 000 véhicules et autant de conteneurs seront rapatriés chaque mois, le total devant atteindre 28 000 pour les premiers et 40 000 pour les seconds, tandis que les armements seront évacués par les airs. Les difficultés ne découlent pas uniquement de la quantité énorme de matériel à traiter, mais également de ce que l'Afghanistan est un pays enclavé, avec pour port le plus proche Karachi, au Pakistan. La route est longue pour l'atteindre et il faut franchir la célèbre passe de Khyber à l'est ou passer par Chaman au sud, ce qui implique et l'autorisation des autorités pakistanaises – elles l'avaient retirée pendant sept mois en 2011-2012, pour protester contre des frappes aériennes qui avaient tué 24 de leurs soldats – et la bonne volonté des talibans, qui n'est en rien garantie⁴. Une deuxième route existe au nord du pays et

² Alissa J. Rubin, « Departing French Envoy Has Frank Words on Afghanistan », in *The New-York Times*, 27 avril 2013.

³ *The Economist*, « The big retrograde », 27 avril 2013, p. 43.

⁴ Des accrochages se produisent également sur le sol pakistanais, en particulier dans les zones dites tribales. On évalue à 5 000 le nombre de

emprunte ensuite le réseau ferré construit à l'époque soviétique et reliant l'Ouzbékistan à la mer Noire, à la Baltique et au reste de l'Europe, mais elle plus longue encore que les autres et exige que les convois empruntent le tunnel de Salang, à 3 900 mètres d'altitude.

Selon l'actuel commandant de l'ISAF, le général d'armée Joseph « Fighting Joe » Dunford Jr, la guerre contre les talibans est en passe d'être gagnée, « la confiance en soi, la compétence et l'engagement de l'armée afghane progressent régulièrement » et celle-ci « sera très bientôt responsable de la sécurité de l'ensemble du pays ». Sans se départir de la retenue diplomatique, l'ambassadeur Bajolet se montrait plus prudent dans son jugement : « Nous n'avons pas assez de recul pour procéder à une évaluation objective, mais je pense en tout cas qu'il est crucial que les plus hautes autorités afghanes prennent de façon plus visible et manifeste la propriété de leur armée. »

Depuis le lancement de l'« opération liberté immuable » (*Enduring Freedom*) en octobre 2001, presque douze ans se sont écoulés, faisant de la guerre d'Afghanistan la plus longue de l'histoire des États-Unis, et de l'OTAN, puisque celui-ci a pris la direction de l'ISAF le 11 août 2003. Alors qu'il s'était initialement opposé à la guerre d'Irak, à la différence notable de sa première secrétaire d'État, Hillary Clinton, le président Obama a fait de l'Afghanistan sa guerre, procédant à deux reprises à des renforts (*surge*) quantitatifs et qualitatifs, imité en cela par plusieurs de ses clients, au premier rang desquels se trouvait Nicolas Sarkozy. En janvier 2011, les effectifs engagés sous la bannière de l'OTAN atteignaient 140 000 hommes, soit davantage que ceux de l'Union soviétique au plus fort de son intervention, et cela sans compter les personnels des sociétés privées de sécurité ou autres cipayes. Ils sont encore 100 000 aujourd'hui. Diverses stratégies ont été suivies, en particulier celle de la contre-insurrection (COIN), un temps dirigée par le général David Petraeus, son dernier théoricien en date, mais aucune n'a porté ses fruits. Aussi, comme cela avait été d'ailleurs annoncé à l'avance par la Maison-Blanche, l'engagement massif devrait-il prendre fin en 2014. Des réticences sont exprimées à ce propos, venant en particulier de l'armée et du corps des marines, armes les plus massivement engagées dans le conflit, pour que le rythme du retrait soit le plus lent possible, de manière à engager une ultime campagne au cours de l'été de l'année prochaine, puisque, pour des raisons climatiques, c'est au cours

véhicules de l'OTAN qui ont été détruits depuis 2008, entre la passe de Khyber et Peshawar, la capitale de la province de Khyber-Pakhtunkhwa (Ashfaq Yusufzai, « *Militants torch NATO lifeline* », *ATOL*, 19 juin 2013).

de cette saison que les combats atteignent leur intensité maximale. Quoi qu'il en soit, et selon le rapport présenté en mars dernier par Linda Bilmes, chercheuse à l'université de Harvard, les deux guerres lancées par George Walker Bush devraient coûter entre 4 et 6 billions de dollars. Comme on ne sait pas exactement quand les dettes et les engagements seront apurés, s'ils le sont jamais – 150 ans après, des traites sont encore versées par le gouvernement fédéral à des descendants de combattants de la guerre civile –, ces chiffres restent indicatifs, mais on peut d'ores et déjà affirmer que les dépenses effectuées à ce jour ont alourdi la dette publique de deux billions de dollars.

10

À la vérité, un traité a été conclu entre le gouvernement américain et l'administration Karzai, aux termes duquel les États-Unis conserveront des bases en Afghanistan jusqu'en 2024, qu'ils y maintiendront une quantité substantielle d'aéronefs, ainsi que 10 000 conseillers et personnels des forces spéciales. S'y ajouteront les conseillers et formateurs fournis par d'autres membres de l'OTAN, Britanniques, Français, Allemands, etc. On ne saurait donc prétendre que la page sera bientôt tournée, mais la stratégie consiste désormais à passer le relais sécuritaire aux forces armées afghanes. Celles-ci, sur lesquelles s'appuyait le régime établi par la révolution de Saur du 27 avril 1978, avaient été dissoutes après la prise de pouvoir, en avril 1992, par les différentes factions du djihad antisoviétique ; leur furent substituées les milices ethniques et/ou claniques que ces dernières avaient constituées. C'est sur certaines d'entre elles, plus précisément celles de l'Alliance du nord ou Front uni islamique et national pour le salut de l'Afghanistan, que les forces américaines se sont appuyées pendant les premières années, milices dont elles se sont servies ensuite pour réformer un semblant d'armée nationale. À la fin de 2006, les effectifs de cette dernière dépassaient à peine les 30 000 mais, à la suite d'un lourd investissement de la part de l'OTAN à compter de 2008, ils ont été portés à 195 000 hommes, auxquels il convient d'ajouter les forces nationales et locales de police. L'armée doit être en mesure de faire face aux éléments talibans reconstitués au cours de la décennie écoulée, ce dont doutent nombre d'observateurs. Ce n'est pas tant par manque de bravoure physique, chose plutôt bien partagée en Afghanistan, qu'à cause du très faible niveau de formation initiale, dans un pays dont l'État avait quasiment disparu entre 1992 et 2001, et de la qualité inégale de l'encadrement, données que l'on retrouve à un degré bien plus grave encore dans la police. En tout état de cause, le taux d'attrition est de 27 % l'an, alors que la norme établie par la mission de formation de l'OTAN le fixe à 17 %. On peut d'ailleurs s'interroger sur les capacités de l'OTAN à former et éduquer

(*mentoring*) les forces armées de pays en voie de développement. Comme il se doit avec le Pentagone, un manuel, de multiples rapports et d'innombrables publications ont été consacrés à ce volet trop souvent sous-estimé de la grande stratégie américaine. Des doutes sérieux sont néanmoins apparus à la suite de l'intervention française au Mali, dans la mesure où les militaires de ce pays, et de ceux du Sahel d'une manière plus générale, avaient bénéficié de programmes américains de formation. Ceux-ci s'avèreraient, et l'on ne s'en étonnera point, trop tournés vers l'utilisation des matériels et ignorants du terrain comme des hommes réels.

Au-delà de ces interrogations, trois problèmes structurels existent, qu'une analyse récente du RUSI pointe à juste titre du doigt. Premièrement, les forces afghanes engagées au combat continuent à faire appel à celles de l'OTAN, sans que l'on puisse dire si c'est parce qu'elles en ont besoin ou si c'est parce que c'est plus facile pour elles, raison pour laquelle l'ISAF entend développer davantage encore les moyens aériens de ses protégés afin d'accroître leur puissance de feu et de plus les protéger. Deuxièmement, la patrimonialisation de la politique afghane affecte l'armée, au sens où celle-ci demeure encore un agglomérat de milices affublées du même uniforme, tendance que les États-Unis ont confortée en payant des seigneurs de la guerre afin de « sécuriser » le pays. Il n'est donc pas certain que l'armée reste unie en cas d'exacerbation des tensions entre factions et clans politiques. À moins que, et c'est là le troisième problème, la hiérarchie militaire ne suive le modèle du Pakistan voisin et ne prenne le pouvoir en organisant un coup d'État, tentation d'autant plus vive que les acteurs politiques sont notoirement corrompus⁵. C'est ce que disait en filigrane l'ambassadeur de France en invitant les plus hautes autorités afghanes « à prendre de manière plus visible et manifeste la propriété de leur armée ».

Le général Dunford peut se montrer d'autant plus aisément optimiste que l'ISAF ne fournit plus de statistiques, en se déchargeant sur le ministère afghan de la Défense, qui n'est guère loquace et rarement fiable. Force est donc de se référer à certaines ONG, par exemple l'*Afghanistan NGO Security Office* qui cherche à rassembler et diffuser les informations. Il ressort que 2013 devrait être l'année la plus violente après 2011, qui avait marqué le pic de la stratégie de contre-insurrection. Au cours du premier trimestre, les attaques des talibans ont augmenté de 47 % par rapport à la même période l'année précédente. Il appert également que les

⁵ Michael J. Williams, « The Afghan National Army : An army for the Nation ? », RUSI Analysis, 14 mars 2013.

pertes de la coalition ne représentent que 4 % du total, contre 73 % pour les forces de sécurité afghane. Par ailleurs, les combats les plus intenses se sont déplacés du sud – les provinces d’Helmand, Paktika, Paktia et Khost - vers des zones plus au nord – Laghman, Kunar, Nangarhar, Nouristan –, où les éléments de l’ISAF sont peu nombreux, voire vers l’ouest, qui avait été largement épargné jusqu’à présent. Cela laisse donc douter des capacités de l’armée afghane à tenir son territoire et tout se passe, d’autre part, comme si le sud, où la stratégie de contre-insurrection s’était concentrée, était laissé *de facto* aux talibans. Les pertes enregistrées peuvent paraître limitées : 1 183 dans le camp gouvernemental au cours de l’année se terminant fin mars 2013, contre 841 au cours de l’année précédente, ce qui marque tout de même une progression de 40 %, mais rien de comparable avec les énormes sacrifices imposés par exemple au peuple vietnamien. D’une part, les forces talibanes ne dépassent pas les 25 000 hommes et elles se limitent à la guérilla, à des attentats et à des exécutions ; d’autre part, la géographie et la répartition de la population, qui, au cours de ces trente dernières années, s’est considérablement urbanisée du fait de la guerre et de l’insécurité, font que bien des soldats américains ont eu le sentiment de combattre dans un désert humain. Guerre sale, menée salement des deux côtés, dont la nature est manifestement politique.

L’impasse politique

Si l’OTAN est en difficulté, ce n’est en effet pas pour des raisons militaires au sens étroit du terme ou, plus exactement, si elle se trouve dans une impasse, c’est parce qu’elle a conduit une guerre en commettant une série d’erreurs politiques. La première d’entre elles a été de croire qu’une fois les talibans chassés de Kaboul et contraints de se terrer, il serait possible de transformer l’Afghanistan en une autre Suisse, dont il partageait certes le relief montagneux, mais pas tout à fait l’histoire, ni l’économie, ni non plus les rapports sociaux et les mentalités. Ce non-sens a été sensiblement amplifié et s’est en quelque sorte enraciné du fait que ce qui comptait avant tout pour l’administration Bush, et ce dès le début de l’aventure, était la guerre contre l’Irak, voire contre l’Iran et la Syrie, en bref l’« axe du mal », et la « transformation » du grand Moyen-Orient. De l’Afghanistan réel, elle ne s’est guère soucée. La deuxième erreur – mais pouvait-il en aller autrement ? – a été d’adouber les factions et milices des seigneurs de la guerre. Hamid Karzai n’était à l’origine qu’un deuxième couteau, son avantage étant qu’il avait mangé à différents râteliers et qu’il était pachtoun, appartenant à la tribu Popalzai de la confédération Durrani. Autrement dit, alors que le discours

officiel prétendait construire un pays moderne, démocratique et pacifié, la patrimonialisation a été d'emblée institutionnalisée. La troisième erreur qui en a inévitablement découlé a été de rendre impossible dès l'abord une véritable reconstruction du pays. Non point que le financement ait manqué, des dizaines de milliards de dollars ayant été officiellement consacrés au développement économique et social du pays, auxquels s'ajoutent les décaissements des ONG de tout poil, mais une bonne part de cette manne a servi à constituer, nourrir ou renforcer les alignements de prébendiers. La meilleure preuve en est administrée par les sacs de dollars en liquide que la CIA a régulièrement remis au cabinet personnel de la présidence afghane et dont celle-ci se sert pour entretenir sa clientèle⁶. La quatrième erreur, mais elle était perceptible dès les premiers jours, a été de faire de l'Afghanistan le pré carré des États-Unis, et subsidiairement de l'OTAN, ce qui revient au même. Les États voisins - Iran, Ouzbékistan, Tadjikistan, Russie, Chine - n'ont jamais été écoutés ni même consultés, alors qu'ils sont directement concernés et qu'ils n'ont dressé aucun obstacle aux entreprises politiques et militaires des États-Unis, bienveillance dont la défunte Union soviétique n'avait jamais bénéficié.

13

Cela ne veut pas dire que tous les programmes gouvernementaux et tous les projets des organisations non gouvernementales n'ont été que poudre aux yeux. Cela ne signifie pas non plus qu'il n'existe aucune force, aucun courant, aucune instance, dans l'appareil de ce qui se présente comme un État, dans la société civile, à l'échelle nationale ou sur le plan local, susceptible d'apporter des éléments de réponse. Mais les obstacles à surmonter sont considérables. Ainsi, le nombre de jeunes filles inscrites dans les établissements scolaires est passé de 5 000 en 2001 à 2,2 millions aujourd'hui, mais un cinquième des inscrites n'assiste pas aux cours et la plupart des autres ne poursuivent pas au-delà de la quatrième année du primaire. Un texte de loi a été rédigé qui interdit le mariage des enfants, le mariage forcé, le viol conjugal et la pratique du *ba'ad*, qui consiste à régler les différends d'honneur ou les dettes par l'offre de fillettes, mais ce texte n'a pu être adopté par les assemblées, du fait de l'opposition des élus fondamentalistes. 600 femmes se trouvent derrière les barreaux des prisons en attendant d'être jugées pour adultère, au motif qu'elles ont été violées, ou pour avoir fui des familles abusives. L'Afghanistan enregistre le taux de mortalité infantile et juvénile le plus élevé au monde, l'accès à

⁶ Matthew Rosenberg, « With Bags of Cash, CIA Seeks Influence in Afghanistan », *New York Times*, 28 avril 2013.

l'eau, à l'électricité et à la santé reste interdit à la plupart, parce que le tonneau des Danaïdes a été siphonné par les chefs de clan.

L'Afghanistan actuel vit de deux ressources principales. L'une est l'opium dont il est le premier producteur et, avec une part de marché de 75 % en 2012, le principal fournisseur d'héroïne de la planète. C'est là, on le sait, le nerf de la guerre feutrée que se mènent les seigneurs de la guerre, au nombre desquels il faut compter le clan d'Hamid Karzai, trafic qui a vu fleurir les « palais du pavot » (*poppys palaces*) dans la capitale⁷. La deuxième est l'aide politique, militaire et économique que les membres de l'OTAN ont déversée sur le pays. Mais la pérennisation de cette économie de rente se heurte à deux obstacles de taille. L'année 2014 doit connaître une succession d'élections, à commencer par celle d'un nouveau président, Hamid Karzai, aux affaires *de facto* depuis le 22 décembre 2001, ne pouvant constitutionnellement prétendre à un troisième mandat. Les scénarios les plus variés courent à ce sujet, report sous divers prétextes, passage en force d'un homme de main, pressions américaines pour imposer une autre candidature – mais laquelle et à quel prix ? – déchirements entre seigneurs de la guerre... Or, deuxième obstacle, le retrait des forces de l'OTAN, et dans sa suite, celui de nombreuses sociétés privées de sécurité, d'organisations internationales et non gouvernementales, a déjà commencé à réduire et devrait réduire davantage encore les flux monétaires en direction de l'Afghanistan.

14

Négociier

Une guerre se termine sur la capitulation de l'un des protagonistes ou par un accord entre ces derniers, ce qui implique une négociation. Elle est recherchée par la Maison-Blanche depuis un certain temps, après que l'administration Obama eut redéfini ses buts de guerre en privilégiant le démantèlement d'Al Qaïda, dont le noyau se trouve d'ailleurs au Pakistan. Ses ambitions affirmées concernant l'Afghanistan se limitent à obtenir que ce pays ne serve plus de refuge aux éléments armés de l'intégrisme musulman et que les talibans participent au jeu politique de leur pays en acceptant la Constitution. La relation avec Al Qaïda ne constitue pas un obstacle dirimant. Cette structure a été créée pendant le djihad antisoviétique, afin de le soutenir par l'idéologie, la propagande, le transfert de fonds et d'armement, mais elle n'a joué alors aucun rôle militaire ni, plus tard, dans la naissance et

⁷ On peut en voir des exemplaires sur la Toile, à l'item précité.

l'essor du mouvement taliban. Si Oussama ben Laden était bien l'hôte de ce dernier au moment des attentats du 11 septembre 2001, ceux-ci ont été conçus et organisés à l'extérieur de l'Afghanistan. En bref, il n'y a pas d'allégeance du mouvement taliban envers Al Qaïda, mais une galaxie d'organisations, de groupes et de tendances ayant en commun une vision archaïque de l'islam et de l'ordre social, ce qui n'interdit cependant pas l'acceptation du libre marché. À suivre certains, un compromis est donc possible qu'il convient de rechercher : les talibans, ou du moins leur faction officielle, reconnaissent ne représenter que 30 % de la population, seraient disposés à accorder un délai suffisant pour que les États-Unis sauvent la face et accepteraient de participer au jeu politique de leur pays, à condition de réécrire la Constitution qu'ils jugent imposée de l'extérieur, mais dont les principales dispositions seraient sauvegardées⁸.

Des négociations ont été engagées avec la représentation talibane installée au Qatar, laquelle discute également avec l'Iran, en même temps qu'elle entretient des relations étroites avec l'armée pakistanaise et ses services de renseignement, tout comme avec les pétromonarchies du Golfe. D'autres États occidentaux, le Royaume-Uni et la France en particulier, veulent jouer leur partition, cependant que l'équipe du président Karzai n'entend pas être court-circuitée. Le jeu est à plusieurs bandes et laisse à l'écart des pans entiers de la société afghane. La guerre est menée en dehors d'eux, un marchandage a commencé qui se fait sans eux. Le pays n'est pas sorti de la zone des ténèbres.

⁸ Michael Semple, Theo Farrell, Anatol Lieven, Rudra Chaudhuri, « *Taliban Perspectives on Reconciliation* » (RUSI), consultable sur la Toile.

